

## PRINCIPES RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME :

- 1- Sur le plan social, le code du travail et des lois sociales Malagasy en vigueur jusqu'à maintenant, selon les dispositions de la loi N° 2003-044 du 28 Juillet 2004, se base sur la promotion et le respect de la protection du droit international relatif aux droits de l'homme. Tout employeur, que ce soit Malagasy ou étranger opérant dans le territoire est tenu de se conformer aux textes de cette loi pour l'application de ce code du travail dans son intégralité. FLOR IBIS étant une société du régime de droit commun Malagasy, c'est-à-dire qu'elle ne peut en aucun cas opérer en dehors de ce code dans le territoire. Le règlement intérieur de FLOR IBIS, établi à partir d'une convention collective entre l'employeur et les délégués du personnel, étant en conformité avec la loi du travail et des lois sociales Malagasy. Notre règlement intérieur est visé et validé par notre ministère du travail et des lois sociales.

Les employés de FLOR IBIS sont composés d'expatriés et de Malagasy avec leurs origines ethniques respectives. Malgré ces différences de cultures sociales, nous constatons que tous nos employés cohabitent et collaborent en parfaite harmonie par rapport à nos objectifs.

A titre d'autoévaluation dans ce domaine social, nous pouvons affirmer qu'au sein de FLOR IBIS, tous points de ce code relatifs aux droits de l'homme sont quasiment respectés par la société. FLOR IBIS, jusqu'à ce jour, n'a jamais fait l'objet ni d'un redressement social émanant de l'administration du travail et des lois sociales Malagasy, ni d'une comparution sociale avec un de ses employés devant une juridiction locale.

Tout employé au sein de FLOR IBIS a droit aux informations, formations et connaissances par le biais du cyber de la société, accessible à tout employé n'ayant pas spécialement de machine attribuée, selon sa fonction au sein de l'entreprise mais désirant s'informer ou bien se former en ligne, de l'internet sur chaque machine des employés de bureau, des archives et journaux périodiques à la portée de tout le personnel et visiteurs de l'entreprise... FLOR IBIS privilégie également la promotion en interne de ses employés méritants pour des postes vacants au sein de l'entreprise avant de procéder aux quelconques recrutements de nouveaux postulants à l'extérieur de l'entreprise...

- 2- Sur le plan relationnel, FLOR IBIS, envers ses partenaires que ce soit en amont ou bien en aval, fait en permanence sa déclaration universelle de soutien permanent aux dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies par le biais de son site web [www.floribis-mg.com](http://www.floribis-mg.com).

Toute personne physique ou morale en relation avec FLOR IBIS, qu'elle soit à l'intérieur ou bien à l'extérieur de Madagascar ainsi que les autorités Malagasy, connaissent parfaitement cette position de la société.

FLOR IBIS adresse toujours ses sensibilisations et réorientations à son entourage surtout à ses partenaires locaux pour le respect des droits de l'homme.

Comme exemple, nos exigences envers chaque fournisseur local pour une bonne traçabilité du produit en objet de transaction avec la société, nos accompagnement et encadrement technique et administratif des communautés villageoises partenaires comme la FITAMA dans le cadre du commerce équitable certifié Fairtrade par FLO-CERT.

## PRINCIPES RELATIFS AU DROIT DU TRAVAIL :

- 3- Le règlement intérieur de FLOR IBIS validé par le ministère de travail Malagasy était né d'une convention collective entre l'employeur et les délégués du personnel. Ces derniers sont élus démocratiquement par les employés pour un mandat de deux ans conformément aux dispositions du code de travail et des lois sociales Malagasy.  
La majorité des délégués du personnel de FLOR IBIS sont issus des candidats présentés par des groupements syndicaux des travailleurs officiels à Madagascar, à part les quelques candidats présentés par des associations locales et indépendants.
- 4- Chaque employé au sein de FLOR IBIS est lié avec l'entreprise par un contrat de travail, manifestant le commun accord des deux parties définissant toutes les conditions du travail, stipulant les prévoyances sociales, les organismes sanitaires, les rémunérations et avantages, respectant bien le